

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5850>

La France concrétise par quatre propositions sa volonté de retour complet dans l'OTAN

- Défense - France -



Date de mise en ligne : mercredi 10 octobre 2007

Spyworld Actu

Illustrant la volonté exprimée par le président français, Nicolas Sarkozy, d'un retour au sein de la structure militaire intégrée de l'Alliance atlantique, Paris a transmis le 3 octobre un document au Conseil de l'Atlantique nord (NAC) de l'OTAN pour "renforcer la transparence et la coopération entre l'UE et l'OTAN", qui se décline en quatre propositions. Celles-ci doivent être présentées, le 12 octobre, au Comité politique et de sécurité (COPS) de l'Union européenne (UE).

La France propose qu'une "présentation systématique du programme et du bilan de la présidence" de l'Union européenne ait lieu au NAC et dans les différents comités de l'OTAN, avec la participation au Conseil atlantique du ministre des affaires européennes du pays exerçant la présidence de l'UE.

Paris demande ensuite "une pratique plus fréquente d'invitations croisées" du haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité, Javier Solana, au NAC, et du secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, au COPS, "pour présenter des domaines d'action pertinents".

La France suggère d'autre part de développer les contacts de travail entre l'Agence européenne de défense (AED) et le Commandement allié pour la transformation (ACT), qui s'occupe également de programmes d'armement.

Elle souhaite enfin la mise en place "d'une procédure prédéfinie d'échange d'informations en cas de crise" entre le Centre euro-atlantique de réponse aux crises et le Centre de suivi et d'information (MIC, mécanisme de protection civile) de la Commission européenne. Le recours aux capacités militaires pour la réponse aux catastrophes humanitaires et naturelles resterait toutefois coordonné au niveau européen.

TROC DIPLOMATIQUE

Ces propositions, d'apparence techniques, prennent, dans le contexte du rapprochement atlantiste souhaité par Paris, une portée politique significative. Elles contrastent avec les positions traditionnelles de la France, qui a longtemps freiné la coopération institutionnelle entre l'OTAN et l'UE.

Elles illustrent la démarche du président français, basée sur une sorte de troc diplomatique : la France envisage de reprendre toute sa place au sein de l'OTAN, à condition que l'Alliance atlantique prenne davantage en compte le poids et l'influence des Européens, qu'elle se recentre sur sa vocation d'organisation militaire, que la France occupe des postes de responsabilité à la mesure de sa contribution militaire à l'Alliance, et enfin que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne cessent de freiner tout progrès de la défense européenne.

Ces dispositions ont été accueillies à l'OTAN comme de premières "mesures de confiance", destinées à prouver les bonnes intentions de Paris. "C'est la manifestation que la France a quitté le camp de ceux qui disent non, comme la Turquie ; c'est un pas en avant qui montre que Sarkozy veut concrétiser son intention politique", estime un haut responsable de l'OTAN.

"L'atmosphère a nettement évolué depuis les propositions du président Sarkozy ; on a le sentiment qu'il n'y a plus de tabou du côté français, plus de lignes rouges", renchérit un diplomate britannique, qui reste dubitatif quant à un éventuel succès.

La stratégie française semble en effet aléatoire, tant les concessions demandées apparaissent ambitieuses. Du côté français, la consigne est désormais de tout faire pour "ne pas bloquer la discussion" au sein de l'Alliance atlantique. Dans le passé, la France a manifesté ses réticences à un rapprochement OTAN-UE, notamment concernant la

La France concrétise par quatre propositions sa volonté de retour complet dans l'OTAN

planification opérationnelle et la création de cellules de liaison militaire, et elle a résisté à la mise en oeuvre des moyens militaires de l'OTAN dans les crises humanitaires, au Darfour ou après le tremblement de terre au Pakistan.

Cependant, le pays qui aujourd'hui bloque le rapprochement OTAN-UE est moins la France que la Turquie. Hostile à toute reconnaissance du gouvernement de Chypre, Ankara s'oppose aux rencontres et au partage d'informations de sécurité entre les deux organisations.

La question du retour de la France au sein de la structure militaire intégrée est devenue un sujet dominant des discussions informelles au sein de l'Alliance, chacun supputant quel sera le "prix à payer" pour les deux pays européens - la Grande-Bretagne et l'Allemagne - qui occupent d'importants postes de commandement.

On prête à Paris l'intention de revendiquer le poste d'adjoint au commandant suprême des forces alliées en Europe, mais aucune demande officielle n'a encore été faite. Les diplomates otaniens mesurent que la démarche française constitue, à ce stade, une sorte de ballon d'essai, pour tester les réactions, tant au sein de l'Alliance atlantique que sur le plan de la politique intérieure française.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>